



les nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la
Fédération de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français

Numéro 773 - 28 Octobre 2004

Prix : 0,38 €

Hommage aux 27

24 octobre 2004, il y a 63 ans que 27 otages ont été fusillés par les Allemands, et pourtant le souvenir reste fort, intact, vivant, pour les quelques 1 500 personnes qui avaient répondu à l'invitation de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé en ce dimanche automnal. Une cérémonie forte de souvenirs et d'espoirs à laquelle, ont participé cette année encore les autorités de l'état en la personne du Préfet qui a rendu hommage aux martyrs, mais également de nombreux militants communistes, syndicalistes, la population de Châteaubriant et les jeunes des écoles publiques de la ville. Dans leur intervention, Richard SHEEHAN pour le Parti Communiste Français et Jean-Paul QUINQUE-NEAU pour la CGT ont tour à tour souligné l'importance du sacrifice des 27 et le message d'avenir qu'il porte en lui pour l'éternité. L'évocation qui s'en est suivie, intitulée « quand les arbres racontent » préparée par Alexis CHEVALIER et le Théâtre Messidor, interprétée par une cinquantaine de comédiennes et comédiens amateurs de la région castelbriantaise, a plongé l'ensemble de la carrière dans ce que fut cette triste période de notre histoire. Une évocation pleine de vie, d'humilité et d'espoir pour que le sacrifice des 27, celui de toutes celles et tous ceux qui ont participé dans la Résistance à la Libération, s'écrive encore 63 ans après, au présent.



Vite lu



Nous vous proposons à travers cette nouvelle édition des Nouvelles, de renouer avec un certain nombre de nos rubriques habituelles notamment en page 3 où nous reviendrons sur l'actualité concernant la constitution européenne et particulièrement du côté des syndicats. En page 2, nous retrouverons nos brèves politiques et notre chronique « de vous à moi ». Deux pages seront consacrées dans ce numéro à un dossier sensible de la région nazairienne « quelle solution pour nos ordures ménagères ? » qui ont été réalisées avec la collaboration des élus de la CARENE. Enfin en dernière page, nous aborderons l'analyse des résultats de la cantonale partielle de Bouaye Rezé sud avec Dominique LUCAS que nous avons rencontré.

Référendum : se faire une opinion par soi-même

Succès massif partout en France pour la diffusion de l'Humanité Hebdo et son supplément contenant le texte intégral du projet de Constitution européenne. Le point commun des lecteurs ? Le souci de se faire une opinion par eux-mêmes, texte en main. Et, au-delà du texte, le décryptage a lui aussi été plébiscité.

Les Communistes ont ainsi largement fait circuler ce document pour qu'un débat démocratique puisse réellement avoir lieu. À sa manière, c'est un formidable aveu de faiblesse des promoteurs de l'actuelle construction européenne. Qu'il est difficile pour tous ceux qui se gargarisent dans leurs discours des vertus démocratiques de cette construction d'aller librement et en toute transparence au-devant des citoyens ! Après chaque élection européenne, des larmes de crocodiles sont versées sur les taux d'absentéisme. Mais que l'occasion se présente d'une confrontation essentielle sur les projets fonda-

mentaux de l'Union, et les ardeurs s'évanouissent. Chacun est sommé de se classer dans un camp : on est pour ou contre l'Europe, un point c'est tout !

Eh bien non ! Des millions de Français et d'Européens ne veulent plus se laisser enfermer dans cette caricature qui n'a qu'un seul but : étouffer le débat alternatif sur l'Europe.

Pour Marie-George BUFFET, le succès de cette vente démontre « la portée démocratique très forte de l'initiative de l'Humanité, qui répond à un vrai besoin : celui de mettre le projet entre les mains des citoyens. La Constitution n'est pas une affaire de politique interne aux partis, c'est un projet qui touche au quotidien des gens, avec la mise en cause des services publics, et demain peut-être de lois comme les 35 heures. Au gouvernement de prendre aussi ses responsabilités, en distribuant ce texte aux électeurs ».

En bref

Tout rouge

Il ne décolère pas notre baron des patrons après que RAFFARIN ne lui est pas donné entièrement satisfaction sur les licenciements boursiers. A tel point qu'il ne cesse de déclarer à tout micro ou caméra qu'il croise, et dieu sait si c'est souvent, que le gouvernement ne fait rien pour l'entreprise... Sacré blagueur cet Ernest Antoine Je suis sur qu'il exagère un petit peu...

Sur la ligne de départ

Notre ex premier flic de France devenu le premier argentier n'en finit décidément pas de pavaner devant toute la presse réunie à la moindre convocation. Tout est bon, c'est maintenant pour faire croire que les grandes surfaces

vont pouvoir vendre à perte... Et comme les grands patrons de la distribution disent chiche, regardons plus loin car il doit y avoir une embrouille quelque part... Tiens, par exemple, ne serait ce pas pour porter tout simplement le coup de grâce au petit commerce qui ne pourra plus s'aligner ?

Poste, où vas-tu ?

Le maître de Bercy a décidé de creuser la tombe du service public que représente la Poste en soumettant dès cet automne un texte à l'Assemblée nationale qui permet l'ouverture à la concurrence de ses services et autorise désormais qu'elle soit privée de son monopole. Résultat selon les syndicats, la moitié des quelque 12 000 bureaux de postes du territoire national, risquent de disparaître.

Démocratie

France 2 n'en finira vraiment jamais de nous étonner. Par l'intermédiaire de son directeur de l'information, nous avons le droit à 100 minutes pour convaincre, consacrées à l'élection présidentielle américaine avec un représentant de chacun des candidats. Certes si l'élection d'un président au pays de l'oncle SAM est importante, la chaîne française de service public aurait peut-être été inspirée, en son temps, de donner autant d'importance aux élections dans notre pays...

Paie, après on verra

Le prix du litre de carburant n'en finit pas de grimper. Ce n'est pas de notre faute, disent les uns après les autres, nos gouvernants, mais le résultat est là. Les familles se voient encore amputées un peu de leur pouvoir d'achat. Ne touchons pas aux taxes disent-ils... et puis, idée de génie du grand argentier SARKOZY, " je vous redonnerais ce que j'ai gagné en plus grâce à la TVA perçue mais quand je serais parti... " En fait, à toi mon successeur la patate chaude de la pompe à essence... Sacré Nicolas...

De vous à moi

Trois pas en avant deux pas en arrière, c'est comme la chanson, et c'est tout simplement le refrain de RAFFARIN en cet automne 2004. Pensez donc, aussitôt fini de discuter avec les syndicats sur la nouvelle loi régissant les licenciements boursiers, ô pardon je voulais dire la loi sur la modernisation sociale, le tollé syndical et politique de la gauche à peine étouffé, il revient sur les décisions prises et remet en cause une partie de ce qu'il venait de décider. Sans regarder de trop près, on pourrait penser à un nouveau virage mal négocié du locataire de Matignon mais il n'en est rien.

N'essayez pas de vous mettre à la place de ce pauvre Ernest Antoine SEILLIERE, il sait pertinemment quoi dire à la France d'en haut, ses mandants : " ça y es,t tu peux licencier comme tu veux, on est sur la bonne voie on avance, on avance... "

En effet, après ce semblant de recule du Premier Ministre, le fond de la question demeure posée, RAFFARIN et compères décident de mettre la barre le plus haut possible afin d'opérer ensuite des reculs savamment calculés, qui, au final, remettront de toute façon en cause, le code du travail.

C'est ainsi que RAFFARIN propose dans un premier temps d'autoriser des licenciements pour raisons économiques quand un employeur décide de restructurer son entreprise pour faire plus de profit, ailleurs (c'est en fait l'officialisation législative des délocalisations comme cela a eu lieu en son temps avec LU).

La logique est respectée, les syndicats réagissent, la CGT et la CFE CGC allant même jusqu'à claquer la porte de la dite négociation, alors, il recule, il recule un petit peu notre Premier Ministre, déclare qu'il allait revoir quelques points de sa réforme mais, au final il met une nouvelle

corde au cou des salariés qui, non seulement ne vont pas être plus protégés contre les licenciements mais, au contraire, vont voir leurs droits une nouvelle fois, reniés. Pas étonnant ainsi que notre, toujours, Ministre des Finances, en attendant sa promotion de chef du grand parti de notre Président, encourage l'initiative de son rival et néanmoins ami Jean-Pierre.

Et pendant ce temps là, me direz-vous, comment ça va... ? Ca va pas trop mal, les profits progressent, le carburant " flambe ", mon pouvoir d'achat est au plus mal et je viens de recevoir mes différents impôts... Tiens, au fait, vous avez vu le Ministre qui est de Toulon quitte le gouvernement, je ne sais pas trop ce qu'il faisait, mais j'ai entendu qu'il allait être sénateur... Oh ! ça au moins c'est une bonne nouvelle, il va devoir plancher tout de suite sur la loi de modernisation sociale de son copain RAFFARIN...



Les Communistes débattent de leur Parti



A l'initiative de la Fédération, les militants communistes de Loire-Atlantique étaient invités, après le Conseil national, à débattre de leur Parti.

Pour cela, il avait été proposé à Dominique GRADOR, Membre du Comité exécutif du Parti de participer à leur rencontre.

Tout de suite, la dirigeante nationale a pointé les grandes questions posées aux communistes. Les invitant à réfléchir sur leur expérience depuis le dernier congrès, elle montra l'offensive de la droite et du MEDEF, l'importance des luttes en soulignant toutefois les difficultés à les faire aboutir au niveau souhaité, ainsi que le champ politique actuel ou la gauche est majoritaire depuis mars dernier pour la première fois dans le pays à des élections locales depuis 1988 mais reste en difficulté pour porter une alternative concrète à la droite. Elle insista également dans son introduction à la discussion sur les choix politiques du Parti communiste lors de son dernier congrès et leur mise en application, qu'il s'agisse des questions du rassemblement ou de la vie et du fonctionnement du Parti.

La discussion qui s'est instaurée a permis d'aborder de nombreuses questions parmi lesquelles nous avons retenu quelques idées :

Que doit être le Parti s'interroge un participant ? Ni un cartel d'opposants pense-t-il, ni une machine à crier haro sur le PS, encore moins un parti replié sur lui-même. C'est ainsi, souligne un autre intervenant, que notre démarche politique doit être avant tout utile aux citoyens : n'est-il pas préférable

d'avoir des élus communistes dans un nombre de villes significatives, de diriger des municipalités et si oui comment faire pour conserver nos positions et les améliorer ?

Il faut aller au débat avec les gens, affirme un autre participant, avec des positions, des propositions concrètes car c'est ça qui favorisera le rassemblement. Notre pratique ne doit pas seulement être de contester mais aussi de construire avec les gens.

Comment faire, réplique une intervenante ? Les moyens d'action du Parti ont diminués, le militantisme a changé et dans le même temps, les coups pleuvent. Depuis le début de l'année une soixantaine d'expulsion ont eu lieu au niveau de Nantes Habitat sans qu'il n'y ait eu d'intervention suffisante des communistes pour les en empêcher.

Au lendemain des élections partielles de Rezé, Dominique LUCAS, s'inscrivant dans la discussion a donné le sens de la campagne qu'il a développé avec les Communistes du canton pour cerner le rapport qu'il existe dans la relation concrète avec les gens, sur leurs problèmes et leur vote. Sans cette démarche, devait-il préciser, dans le cadre d'une élection partielle, jamais je n'aurais obtenu un tel score.

Cette rencontre qui doit s'inscrire dans une vaste démarche des communistes, a permis une première confrontation. Il ne s'agit pas au soir de cette réunion de dire que les questions sont réglées ; certaines ont été pointées, d'autres ne demandent qu'à être débattues, à être approfondies, d'où la nécessité de poursuivre dans la démarche entamée et de travailler dans le cadre de la préparation du prochain congrès du Parti à réfléchir sur le fonctionnement du Parti, à ses moyens d'intervention, à sa vie ainsi et à sa stratégie.



NON à la constitution Giscard

OUI à une autre Europe

PCF
Parti communiste français

Plus de 2500 Huma diffusés

La vente militante de l'Humanité Hebdo du week-end dernier a été ressentie dans l'ensemble du département et par de très nombreux militants, comme un moment exceptionnel dans l'engagement des communistes pour la bataille du "non" de gauche au projet de constitution de l'Europe suivant le modèle très libéral de VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

De Châteaubriant au Sud Loire, d'Ancenis à Saint-Nazaire en passant par de très nombreuses villes et villages de Loire-Atlantique, les militants communistes ont mis à profit leur week-end pour aller à la rencontre des citoyens et des salariés. Plus de 2500 exemplaires de ce numéro exceptionnel ont été commandés et diffusés dans plus de 50 initiatives au porte à porte, sur les marchés ou dans différents lieux publics.

Tous les échos qui nous sont parvenus, vont dans le même sens, une satisfaction partagée tant par ceux qui recevaient l'Huma que par ceux qui la diffusait.

Durant tout ce week-end, les discussions ont été bon train, avec, en toile de fond une volonté profonde de faire échec aux projets de libéralisme contenus dans la constitution. Qu'ils soient communistes, socialistes, syndicalistes ou simples citoyens, tous exprimaient, dans le contact permis par ce numéro exceptionnel, leurs craintes de voir se diluer dans une Europe, les acquis de la société française. Beaucoup nous ont remerciés d'avoir édité ce document et de l'avoir mis à leur disposition, notant souvent que notre démarche citoyenne est un atout pour la démocratie car sans nous aujourd'hui, le débat sur notre avenir se réglerait sans que les intéressés ne soient sollicités.



Quelques exemples parmi d'autres de la diffusion militante sur notre département :

A Nantes : 19 Huma vendus sur le marché de Talensac, 24 sur celui de la Petite Hollande, 14 diffusés devant le restaurant administratif de la MAN...

A Saint-Nazaire : 33 numéros ont été diffusés le samedi après midi au "Paquebot" et 37 le lendemain au marché.

A Vertou : 24 Huma vendus sur le marché dimanche matin.

En Basse Loire : à Savenay, 11 Huma diffusés en 2 heures devant le PMU dimanche matin, 40 à Couëron devant le magasin Champion et 100 sur l'ensemble de la commune...

En Brière : Sur les 300 exemplaires commandés, les initiatives se sont multipliées pour leur vente. C'est ainsi que 30 numéros ont été vendus au porte à porte samedi à Saint-Joachim et que la décision de s'adresser à tous les élus de la ville a été prise.

Un «non» pour rejeter cette constitution ultra-libérale et pour construire une autre Europe

L'appréciation des syndicats français

La CGT

La première organisation syndicale française a décidé de préparer et d'accompagner la démarche nécessaire au débat qu'elle engage dans toute la CGT sur le projet de constitution et les enjeux économiques et sociaux qui sont posés afin de permettre à un prochain Comité confédéral national (organe de décision entre deux congrès) de se prononcer. La CGT déclare dans le même temps que, quels que soient les positionnements des uns et des autres, elle garde toute sa liberté d'appréciation. Elle entend bien se donner le temps et les moyens d'un véritable débat syndical avec toutes ses organisations avant de s'exprimer à propos du texte qui sera soumis au référendum. La CGT souhaite que la construction commune de ce positionnement soit l'occasion de franchir une nouvelle étape, en particulier dans l'appropriation des grands enjeux à faire bouger en Europe.

Force Ouvrière

Le syndicat dirigé par Jean-Claude MAILLY, n'a pas arrêté à ce jour sa position concernant de projet de constitution. Il rappelle toutefois, sa position critique quant aux modalités actuelles de la construction européenne qui donne prééminence à une démarche fondée sur le libéralisme. FO estime que la priorité immédiate est au débat qui n'a jamais réellement eu lieu, sur la base d'analyses d'un texte et d'une procédure dont sont insuffisamment informés les salariés.

La CFDT

La centrale de la rue Cadet, se déclare d'emblée favorable au projet de constitution parce qu'il «**présente des avancées**» précise le syndicat. Les arguments avancés ressemblent à ceux développés par les adeptes du «oui» socialiste. C'est ainsi que la CFDT appuie sa position sur le fait entre autres, que le texte comporte plus de 40 articles directement liés à l'action sociale, ce qui n'est pas inexact en soit, mais en oubliant dans le même temps de faire référence au contenu libéral de ces articles. Les amis de François CHEREQUE considèrent même pour confirmer leur choix, ce qui est un véritable tour de force, «**qu'aucune disposition n'a pour effet de supprimer ou d'atténuer la portée des dispositions sociales existantes avec les traités en vigueur...**».



Le petit «oui» de la CES

Si la Confédération européenne des syndicats vient de prendre position en adoptant une résolution en faveur du traité constitutionnel, c'est à l'évidence sans aucun enthousiasme et avec beaucoup de réserves de nombreuses organisations nationales.

En effet sur les 77 organisations que regroupent la CES, 12 se sont abstenues parmi lesquelles les TUC anglais, la CGT, ou la CFTC pour n'en citer que quelques unes.

La résolution votée montre clairement le peu d'enthousiasme des syndicats quand on y lit «**qu'il a été obtenu le maximum possible vu le contexte politique qui a prévalu durant ces dix huit derniers mois**» ou encore «**qu'il est clair que le texte n'est pas satisfaisant**». Avec également de la Confédération européenne des syndicats qui déclare «**qu'elle constate des régressions dans le texte**» mais comme pour diminuer ces propos, pense «**qu'elle sera un rempart aux pressions qui s'exercent en ce moment vers plus de libéralisme, et qu'il ne s'agit que d'un point de départ d'un long processus**».

Dans le même temps, devant la situation sociale qui s'aggrave dans l'ensemble des pays de la Communauté européenne, la Confédération des syndicats a été contrainte de proposer aux travailleurs des pays d'Europe, une initiative lors du sommet des chefs d'états qui doit avoir lieu en décembre prochain, action dont les modalités devraient être retenues prochainement.

Il semble donc difficile pour le Secrétaire général de la CES, John MONKS de reprendre les arguments en faveur du «oui» et de regarder sereinement la situation sociale des travailleurs européens. C'est donc plus au nom de la crainte d'un rejet de la constitution qui selon lui paralyserait l'Europe que la décision de soutenir le projet de traité, a été prise plutôt qu'une volonté de faire bouger le droit social en Europe. Ce sont là des arguments que l'on rencontre aujourd'hui en France mais dont la finalité risque plus de nous entraîner dans une nouvelle situation de régression plutôt que de progrès. En effet, comment demain pourra-t-on expliquer aux agents des services publics qu'il faut les supprimer et qu'il faut diminuer le nombre de fonctionnaires ou encore que les délocalisations ne sont que les conséquences d'une application la sacro sainte notion de concurrence inscrite dans le projet de traité.

Hollande au pays du chantage

Pour gagner un débat serré quant à la position des socialistes au sujet de la constitution européenne, François HOLLANDE n'hésite pas à mettre en jeu son poste de Premier Secrétaire du Parti socialiste. C'est ainsi que pour faire pencher la balance en faveur du «oui» qu'il soutient bec et ongles, il a déclaré que, «**pour qu'il reste dans ses fonctions il fallait mieux que le «oui» l'emporte le 1er décembre prochain lors du vote des adhérents du PS**». Quant à sa conclusion, je vous laisse seule juge...il déclare «**Je ferais tout pour que le «oui» l'emporte**»...Banal.



Une entreprise jeune au service de votre dynamisme

Toutes distances - Grand tourisme

33, rue Marcel Sembat - 44570 Trignac - St Nazaire
Tél. 02 40 45 95 05 - Fax : 02 40 45 95 09

BRIÈRE SERVICE



TÉL. 02 40 45 95 00

VSL - Transport de corps - Toutes distances
33, rue Marcel Sembat - 44570 TRIGNAC



Chronique du royaume de Chiraquie, suite et fin

Avis aux lecteurs,
Nous publions dans ce numéro des Nouvelles la troisième et dernière partie de la chronique écrite par notre camarade Robert RIZOPOULOS. Rappelons à nos lecteurs que la chronique a été écrite à partir de rares extraits des archives du Palais royal du Royaume de Chiraquie, palais qui fut détruit par un incendie. L'auteur sans pouvoir l'affirmer avec exactitude, date les faits aux alentours de 2001/2010.

La date du grand Concile avait été reportée jusqu'à la rentrée du Parlement royal, les deux Chambres, haute et basse, étant en congé d'intersession, de leur côté,

les Conseillers royaux avaient pris la clé des champs et Jacobus Ier s'était retiré au Fort de Bregansonus, sa résidence d'été. Le souverain redoutait cette reprise des affaires. Le royaume était incapable d'honorer les engagements pris envers la C.E.E, étant dépourvu sinon de troupes, mais d'argent. L'inventaire fût dressé des biens immobiliers, mobiliers, fonciers, lesquels furent bradés aux grandes compagnies financières. En sa qualité de Grand argentier, Sarkozyus se vit confier la délicate mission de négocier la conversion du Trésor royal, constitué pour une part de celui des Templiers et pour l'autre part de lingots provenant des mines de Gipango, en obligations émises par des banquiers lombards, ceux-là mêmes qui avaient naguère présidé à l'opération de l'emprunt russe. Dans le même temps, une croisade avait été entreprise contre les infidèles de Mésopotamie qui avaient transformé la Terre sainte en champs pétrolières. En vérité pour ces croisés venus d'une nation dont les peuplades s'étaient agrégées pour donner naissance à une puissance dévastatrice, laquelle pareille à l'empire des Césars et sa "PAX ROMANA"

faisait régner sa "PAX AMERICA", ce qui importait était moins de voler au secours de la chrétienté que de s'assurer la possession de ces terres, des entrailles desquelles, jaillissait une matière nauséabonde appelée "or noir". Cette croisade gênait Jacobus Ier lié par inclination au sultan d'Irakie, Sadam Ier et par le jeu des alliances à Buscher II chef des peuplades agrégées. Par prudence et aussi par crainte de la réaction de ses sujets, il prit le parti de ne pas prendre partie. Cependant l'heure de la tenue du Concile approchait. Les arbres se paraient des splendeurs de l'automne. "Adieu vive clarté de nos étés trop courts." La tension était parvenue à son paroxysme entre les partisans de Sarkozyus et ceux de Jacobus Ier. L'affaire était d'importance, Jacobus Ier, après avoir consulté ses conseillers particuliers, prit la décision de mettre Sarkozyus en demeure de faire un choix, celui de renoncer à l'ambition d'être désigné grand Maître de la Confrérie Omnis Pro Patria Mater ou celui de renoncer à la charge de grand Argentier du royaume. Ce choix était cornélien, l'entrevue eût lieu le 1er de Septembre de l'an

2004. Les gazettes rapportèrent qu'elle fût empreinte de cordialité. Nul n'ayant été témoin de cette rencontre, le doute planait dans les deux camps. A la stupeur générale non seulement Sarkozyus opta-t-il pour le second terme de l'alternative mais encore fût-il adoubé par Jacobus Ier et congratulé par Raffarinus. S'agissait-il, en l'occurrence de la phase ultime d'un poker menteur ? Dans cette nature de duel, les deux antagonistes étaient de forces égales. A la fougue de l'un s'opposait l'expérience de l'autre. L'historien Stravos Rhizopodos, l'auteur auquel nous faisons référence dans cette édition, ayant décrypté les différentes gloses faites par les échetiers de l'époque sur cet événement, a avancé l'hypothèse selon laquelle le souverain, de connivence avec son premier Conseiller avait cru pouvoir circonvenir Sarkozyus, de son côté celui-ci feignant de se soumettre aux règles édictées par la Confrérie escomptait être plébiscité par le Concile et par cette investiture s'ouvrir une voie triomphale vers le pouvoir absolu. Jacobus Ier était parvenu à un âge avancé sans avoir d'enfant mâle qui puisse lui succéder. Il n'était

plus qu'à attendre non pas qu'il mourût mais qu'il se lassât d'exercer une royauté dérisoire, ainsi que firent les Rois fainéants au milieu du 7ème siècle, lesquels se déposèrent de leur pouvoir au profit des Maires du Palais préparant à leur insu la venue du premier grand Charles qui régna sur la Chiraquie. Le lecteur a été averti que la plus grande partie des archives royales avaient été détruites dans l'incendie qui ravagea le Palais au milieu du 3ème millénaire. Il n'a donc pas été possible d'aller plus avant dans la rédaction de cette chronique. Il appartient désormais à d'autres historiographes de poursuivre des recherches qui aboutiront à faire connaître ce qu'il advint de la Chiraquie. Bien que de nos jours, l'énigme de la prison du Temple et du dauphin Louis XVII ne soit pas encore résolue. Cependant il est un point également demeuré obscur. Sur un feuillet à demi carbonisé, il a été possible de déchiffrer cette phrase sibylline : [...] Alors Janus-Marius Le Penius, tribun et chef d'une secte fascisante, déclara : "Ce jeune homme me plaît, il fera son chemin [...]"


Plan amiante

Dans une nouvelle circulaire gouvernementale, les périodes pendant lesquelles les salariés ont travaillé dans la construction navale et ont été en contact avec l'amiante, ont été modifiées afin de leur permettre des départs d'activité anticipés. Cette mesure était demandée de longue date par les intéressés et leurs organisations. Toutefois, la question que l'on est en droit de se poser aujourd'hui est à qui profite cette situation ? En effet, ce sont quelques 800 salariés qui vont quitter leurs emplois mais vont-ils être remplacés dans leur poste. Non, semble dire la direction des Chantiers de l'Atlantique qui voit ainsi une excellente manière de mettre en œuvre ses plans de réduction des effectifs. Nous vivons ainsi une situation pour le moins scandaleuse puisque ceux qui hier ont exposé la santé de leurs salariés, se servent aujourd'hui d'eux pour mettre en place des stratégies industrielles pour le moins discutables et condamnables.


Saint-Herblain/Gesvre et Cens

C'est avec plus de trente camarades que la section de Saint-Herblain Gesvre et Cens, a tenu une Assemblée de section, le vendredi 15 octobre. Une bonne occasion pour les participants de parler politique autour des grands sujets d'actualité qu'ils soient locaux ou nationaux et de préparer la vente exceptionnelle de l'Huma du week-end. C'est dans cette ambiance fraternelle et conviviale que deux des participants ont décidé de s'engager auprès de leurs camarades dans l'action politique en rejoignant les rangs du Parti Communiste Français. Une bonne initiative qui en appelle d'autres.





VENEZ DECOUVRIR MODUS

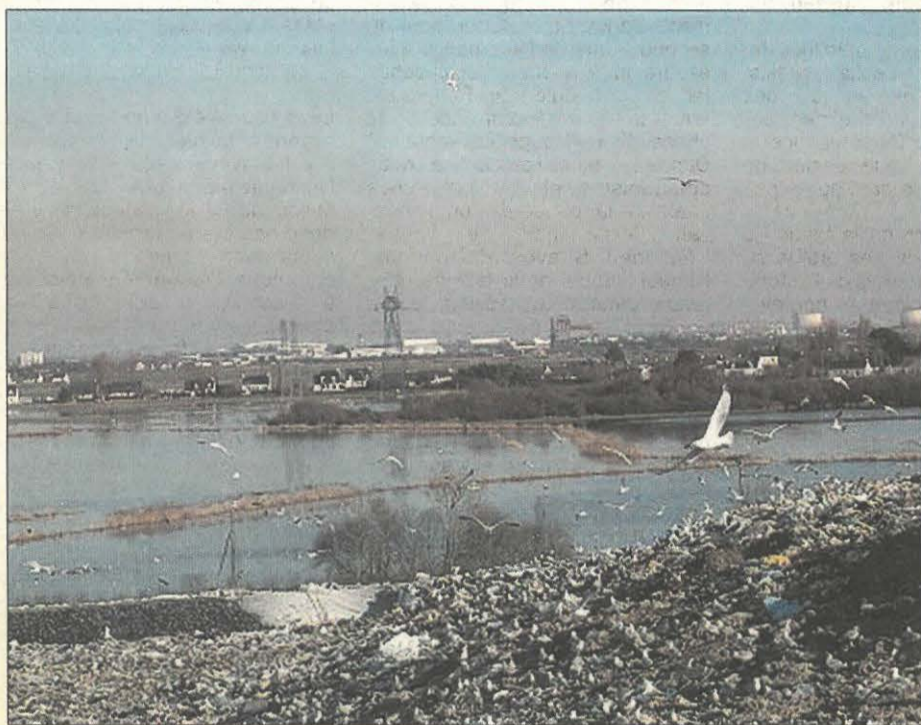


grandir pour quoi faire?

*Modèle présenté Renault Modus 1.6 16v. Consommations mixtes min/max (l/100 km) : 4,6/7,5 - Emissions CO2 min/max (g/km) : 122/180. www.renault.fr

RENAULT SAINT-NAZAIRE
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE
380, Route de la Côte d'Aour - Océanis
02 40 17 20 20
ET SON RESEAU D'AGENTS

Saint-Nazaire : Que vont devenir les ordures ménagères ?



Conférence de presse

Le Pavé dans la Mare

Après avoir multiplié les rencontres chez l'habitant et les visites sur le terrain, les élus communistes et républicains donnaient une conférence de presse le lundi 11 octobre.

D'entrée, Hubert DELAHAIE, affirmait clairement: «**Cuneix ça suffit, Cuneix, en 2006, c'est fini**». Fini parce que le centre d'enfouissement par ses nombreux écoulements pollués et incontrôlés, empoisonne doucement mais sûrement, depuis quarante ans, les marais alentour.

«**Fermer le centre, c'est bien**» constatait le Président du groupe «**mais ça ne suffira pas.**» poursuivait-il, pensant à l'héritage que nous devons laisser aux générations futures. Cuneix doit être traité et restauré. «**Quelques tonnes de terre végétale, des arbres, un cheminement paysager ne suffiront pas... 254 décharges ont été réhabilitées ou sont en cours de réhabilitation, en France, aujourd'hui. Le centre doit être la 255ème. Située au bord du Parc Régional de la Brière, elle doit être l'exemple concret de ce que savons faire, en ce début de 21ème siècle quand nous parlons de développement durable.**»

Alors que le Conseil communautaire doit choisir le futur emplacement le 19 octobre, le responsable communiste lance un pavé dans la

mare en déclarant après ses multiples rencontres : «**Aucun des sites actuellement envisagés pour réaliser le futur Centre d'Enfouissement des Déchets Ultimes, ne peut être retenu.**»

Pourquoi réfléchir tous seuls dans notre coin, s'interrogent les élus, «**alors que cette question se pose avec la même urgence chez nos voisins de Cap Atlantique, du Pays de Pontchâteau ou du Pays de Retz pour ne citer qu'eux.**» Voilà deux ans qu'ils proposent d'élargir le territoire mais aujourd'hui, ils ne sont plus tous seuls.

Fait notable et positif de leur point de vue, même si c'est souvent de façon un peu désordonnée, «**rugueuse**» et contradictoire, la population nazairienne et celle de la Brière font irruption dans le débat. Les 1 400 pétitions recueillies par l'association CET Cuneix 2006, les 3 000 signatures revendiquées par l'association APCVISA, la forte mobilisation des agriculteurs à travers l'association Lagrène et l'importance des manifestations qu'ils ont organisées, ne peuvent être ignorées. Les citoyens veulent être écoutés. Ils doivent être entendus.

Le débat initialement programmé le 19 octobre, aura finalement lieu le mardi 9 novembre 2004 à 18 heures en mairie de Saint-Nazaire.

Marc JUSTY : «Une vraie question de société»

Créée en 2001, la CARENE, Communauté d'agglomération de la région nazairienne a reçu en héritage, le jour de sa naissance, le difficile dossier de l'élimination des déchets ménagers des 115 000 habitants qui la composent aujourd'hui.

Nous avons rencontré Marc JUSTY, Maire de Saint-Joachim, ville située au cœur des marais de Brière. Président de la Commission Environnement de la CARENE, Marc JUSTY, s'est particulièrement investi sur le dossier.

NLA : La question de l'élimination des ordures ménagères se pose depuis au moins vingt ans, date du premier arrêté préfectoral décidant la fermeture du Centre d'Enfouissement Technique (CET) de Cuneix, pourquoi avoir attendu si longtemps pour réagir ?

MJ : Il y a au moins une douzaine d'années que nous travaillons le sujet. Nous avions à l'époque, créé un syndicat intercommunal le SIEPOM (Syndicat Intercommunal d'Etudes Pour les Ordures Ménagères) auquel participaient des villes du Sud Loire. Il faut reconnaître cependant que nous avons pris du retard parce que traiter nos déchets à Cuneix c'était commode et cela ne coûtait pas cher notamment pour les 75

000 contribuables de Saint-Nazaire. Notre Communauté d'Agglomération n'est en charge du dossier que depuis trois ans et elle n'a pas ménagé sa peine.

NLA : Précisément, qu'avez-vous fait depuis 2001 ?

MJ : Nous avons eu à animer et à travailler deux débats qui ne sont pas simples car ce sont des débats de société. Le premier se proposait de trouver la solution la mieux appropriée pour éliminer les 33 000 tonnes de déchets ménagers et les 33 000 tonnes de déchets industriels banaux que nous produisons chaque année. Vous savez qu'après des discussions pour le moins passionnées, la majorité du Conseil Communautaire a tranché et s'est prononcée en faveur d'un Centre d'enfouissement de déchets ultimes. Ce qui n'empêche pas le groupe communiste et républicain de penser qu'on reparlera un jour, peut-être pas si lointain qu'on pourrait le penser, de la valorisation énergétique.

La seconde discussion concernait le choix d'un nouveau site. Nous sommes partis d'une quinzaine de sites potentiels pour aboutir finalement à cinq propositions : " Cuneix II ", Cormier, Ranlieu, Donges Est et Donges Ouest. Toutes, il

faut bien le dire, présentent de graves inconvénients. C'est la raison pour laquelle le débat se poursuit.



NLA : Le Centre d'enfouissement, c'est le bout d'une chaîne qui commence par le tri sélectif. Pouvez vous nous en dire quelques mots ?

MJ : Vous avez raison. Le centre ne sera que l'aboutissement d'une filière complète dont, à mon avis, on ne parle pas assez. Il faut d'abord dire et répéter qu'un déchet ménager est avant tout une ressource qu'on doit savoir recycler. Trier ses déchets chez soi, va donc représenter une vraie révolution culturelle. Nous allons y mettre des moyens. Le tri sélectif va être progressivement proposé aux habitants de la CARENE à commencer par Saint-Nazaire et par Trignac. Un centre de tri va être construit sur la zone de Brais à Saint-Nazaire. Des déchetteries vont être aménagées à Montoir/Saint-Malo-de-Guersac, Saint-Joachim et Pornichet.



Saint-Nazaire : Ordures ménagères, la bonne solution se construira avec les gens

Ce qu'ils en pensent

Roger DAVID,

Maire de Saint-Malo-de-Guersac :
«Elargissons notre territoire.»

Alors qu'il n'était pas entièrement convaincu au départ, Roger DAVID, avoue être revenu «transformé» de la visite de l'usine de valorisation énergétique qu'il a visité à Pontmain en Mayenne. «C'est vrai que la majorité de la Communauté d'agglomération s'est prononcée pour un centre d'enfouissement et que nous devons en tenir compte. Mais pourquoi l'avoir fait sans regarder vraiment ce qui se passe chez les voisins ? A Pontmain, les vaches étaient dans les prés autour de l'usine, l'énergie servait à la laiterie voisine pour fabriquer du lait en poudre. Le voisinage qui était réticent au moment de la réalisation, est maintenant satisfait du bon fonctionnement des installations qui permettent une substantielle économie d'énergie. Depuis, je me dis qu'il existe deux centres de valorisation à Nantes qui chauffent des logements et les bâtiments du Conseil régional et que cela vaudrait peut être le coup d'inviter à Saint-Nazaire, les élus nantais pour qu'ils nous fassent part de leur expérience.»

Ce qui est certain, quelque soit la solution retenue d'ailleurs, c'est qu'il n'y aura de solution économiquement viable et durable que sur un territoire élargi. Si demain nous traitons les déchets ménagers de 200 000 personnes au lieu des 115 000 que compte la CARENE aujourd'hui, cela permettrait de réaliser d'importantes économies d'échelle. La solution du centre d'enfouissement des déchets ultimes et celle de la valorisation énergétique pourraient d'ailleurs, dans ce cas, aller de pair. C'est ce qui se pratique aujourd'hui dans le département de la Mayenne, par exemple.

Jean Louis LE CORRE,

Maire de Trignac, Conseiller général,
«Cuneix, un voisin désagréable.»

Ma commune est voisine du centre d'enfouissement c'est dire que c'est un voisin désagréable que je connais très bien. Il faudra prendre la réhabilitation de Cuneix très au sérieux si l'on ne veut pas voir demain, mourir le marais alentour. Que l'on ne recommence pas, aujourd'hui, les erreurs du passé. Certains parlent de réaliser un «Cuneix II» en prolongement du site actuel. Cela signifierait poursuivre l'empoisonnement d'une zone

humide, de marais qui mettront déjà beaucoup de temps à digérer un très lourd passif.

Trouver la solution sur Donges ? Les deux sites envisagés entrent en contradiction avec les projets de développement du Port. Ces projets qui vont aboutir



après deux décennies de luttes, sont vitaux pour l'avenir industriel du grand ouest, pour le bassin d'emplois qui en a bien besoin, pour la Région, pour l'Europe même qui dispose avec le Port Autonome Nantes/Saint-Nazaire, établissement public placé sous la responsabilité de l'Etat, d'une porte ouverte sur l'Atlantique. Les terrains de Saint-André-des-Eaux ? Mais, ce serait fouler aux pieds les principes de la Charte du Parc naturel régional de la Brière, ce serait renoncer à des terres agricoles fertiles qu'il nous faut préserver.

Ce qu'ils ont dit

Christian SAULNIER,

Maire adjoint à Saint-Nazaire.
«La bonne solution se construira avec les gens.»

Nous traitons d'une question de société et depuis plusieurs mois maintenant, la population de Saint-Nazaire et de la Brière, s'invite au débat. C'est bien. Même si cela a pour conséquence qu'aucune décision ne puisse finalement être prise par le Conseil communautaire du 19 octobre, le débat étant repoussé de

Le Parc régional de Brière

«Réfléchissons en associant toutes les intercommunalités.»

Les élus du Conseil d'administration considèrent que les trois sites inscrits (Cuneix à Saint-Nazaire, Ranlieu et le Cormier à Saint-André-des-Eaux) dans le territoire du Parc qui ont été mis à l'étude par la CARENE ne doi-

Hubert DELAHAIE,

Président du groupe communiste et républicain à la CARENE
«Trouver une solution transitoire.»
Fermer Cuneix le 31 décembre



trois semaines. Même si cela devait retarder le processus et que, Cuneix fermé le 31 décembre 2006, nous devions opter pour des solutions provisoires pour l'élimination de nos déchets. Parce que je suis persuadé que la bonne solution se construira avec les citoyennes et les citoyens, je souhaite qu'une large concertation soit organisée, que chacun, chacune puisse donner son opinion car cette importante question de l'élimination des ordures ménagères, engage le

vent pas être retenus dans la suite des réflexions. Ils demandent par ailleurs, qu'il soit mis un terme le plus rapidement possible à l'exploitation du centre d'enfouissement technique de Cuneix. Ils soulignent qu'une fois le CET de Cuneix fermé, le problème ne sera pas pour autant résolu et il conviendra de prendre toutes les dis-

2006 est, pour nous, incontournable. Pour autant, nous savons que la solution de rechange, quelle qu'elle soit, ne sera pas prête à être mise en œuvre d'ici deux ans.

Il nous faudra donc trouver une solution transitoire. Pourquoi ne pas envisager de mettre nos ordures ménagères sur barges pour leur faire remonter la Loire jusqu'à l'usine d'incinération de Couëron ?

développement durable de notre région, notre avenir et celui de nos enfants.



positions pour éviter à posteriori des propagations dans la zone humide environnante des produits stockés depuis trente ans... Le Parc reste disposé à contribuer à la réflexion sur le traitement des déchets... à une échelle pertinente, en associant toutes les intercommunalités concernées...



Plusieurs associations ont été contactées pour s'exprimer en toute indépendance dans nos colonnes. Deux ont répondu favorablement le MNLE et APCVISA, nous les remercions d'amener leur contribution au débat

Le MNLE

«Déchets Urbains : une ressource pour les territoires!»

François COSSERAT Vice-Président du MNLE et Jean-Paul MARTEL Président du MNLE Pays de la Loire Naturellement, ont été reçus par le Directeur de la Raffinerie de Donges. Ce dernier, leur a fait savoir qu'il était demandeur d'énergie issue des déchets et prêt à étudier la compatibilité entre le processus de valorisation thermique et celui du raffinage des hydrocarbures. Total accepte donc

Maurice THIBAudeau,

Président de l'APCVISA

«Un non catégorique»

Le 9 novembre prochain, les Conseillers communautaires de la CARENE, doivent, lors d'un conseil exceptionnel, débattre sur le choix du prochain site de stockage de déchets ultimes, qui doit remplacer l'actuel centre d'enfouissement de Cuneix pour la fin de l'année 2006. Cinq sites potentiels donneront lieu à débats : ce sont le Cormier, Cuneix et Ranlieu tous les trois situés dans le Parc naturel régional de Brière, ainsi que le Haut-Village et les Prés-Belles-Filles, tous les deux situés sur des zones dénaturées à proximité de Donges.

Notre association, l'APCVISA «association pour la protection de la coulée verte de l'Immaculée à Saint-André des Eaux», qui a été

d'inscrire ses activités dans la complémentarité avec les ressources potentielles présentes dans le territoire. Cette démarche peut contribuer à valoriser, de façon durable, les déchets ménagers tout en préservant l'environnement et la biodiversité. Le MNLE souhaite que, dans ce contexte, la CARENE sorte de sa démarche d'exclusion de la valorisation thermique des déchets et s'engage dans :

- une étude avec la raffinerie de Donges dans le cadre de son processus de raffinage.

- Une étude de la faisabilité d'une unité de valorisation thermique sur la base d'un périmètre élargi ; Le MNLE, Pays de la Loire Naturellement, se félicite du débat qui se développe actuellement, il y participe. Le mouvement souhaite qu'une majorité d'élus de la CARENE et des territoires, en situation surproduction de déchets exportés en Mayenne et en Vendée puissent prendre une décision à partir des enjeux réels et des besoins des territoires.

initialement créée pour lutter contre l'implantation d'un CSDU sur les sites du Cormier et de Ranlieu a toujours maintenu, dans ses déclarations, les positions suivantes :

Nous approuvons le choix de la CARENE concernant l'ensemble de la filière du traitement des déchets : tri sélectif, tri complémentaire dans un centre de tri, valorisation des déchets organiques et non organiques, stabilisation biologique, et pour finir, enfouissement des déchets ultimes dans un CSDU.

Cependant, nous opposons un refus catégorique à l'implantation d'un CSDU, dans ou à proximité immédiate des zones humides du Parc naturel régional de Brière, aussi bien au Cormier, qu'à Cuneix, qu'à Ranlieu.

Nous excluons de voir implanter dans un autre lieu, dans les mêmes conditions ce que nous refusons à Saint-André-des-Eaux et à Saint-Nazaire.

Nous considérons qu'une telle installation doit être située dans un lieu, ne présentant pas d'inconvénients majeurs aussi bien pour l'environnement que pour les diverses activités agricoles. Ce lieu doit être suffisamment éloigné des habitations existantes pour éviter aux riverains, la dépréciation de leur habitat ainsi que les nuisances et les inconvénients que peut engendrer la présence d'un centre d'enfouissement de déchets, mêmes ultimes.

Le président de l'APCVISA
Maurice THIBAudeau

Elections cantonales

Progrès du candidat communiste.

Lors du premier tour des élections cantonales partielles du 10 octobre sur le canton de REZE-BOUAYE, le candidat communiste Dominique LUCAS enregistre une progression de notre score de 3,80% à 5,53%.



Saint-Nazaire :

Alain Gavalon : le 9ème élu communiste

Frappé par le cumul des mandats, Yannick VAUGRE-NARD, Maire adjoint à la Culture, a adressé sa lettre de démission au Préfet. Le Conseil municipal de Saint-Nazaire a donc accueilli en son sein, vendredi 15 octobre, un nouveau conseiller communiste, Alain GAVALON, 43 ans, employé à Gaz de France. Bienvenue

Saint-Joachim :

Véronique Mahé succède à Paule Marchand

Après avoir mené à bien, avec la directrice du foyer logement des Personnes Agées, le projet de restructuration et de modernisation, Paule MARCHAND a souhaité passer la main. Marc JUSTY a donc proposé, au Conseil municipal de septembre, d'élire Véronique MAHE, pour lui succéder en tant que Maire Adjointe aux Affaires Sociales.

Saint-Brévin les Pins

La police du Maire n'aime pas l'Huma.

Les élus et militants qui vendaient l'Humanité Hebdo sur le marché, dimanche 17 octobre ont eu la désagréable surprise de se voir apostropher par la police municipale qui voulait leur faire abandonner la place. Devant leur refus, les agents municipaux ont fait appel aux gendarmes qui avaient pourtant bien d'autres chats à fouetter. Malgré ces désagréments, à midi, une demi-douzaine de journaux avait été vendue.

EDF : Nicolas Sarkozy répond à Gilles Bontemps

Difficiles à comprendre les enjeux de la Constitution GISCARD du projet de Constitution européenne qui sera soumis à référendum l'an prochain ? Il y a des petits zélés qui ont tout compris et qui à la moindre occasion, essaient de s'engouffrer dans les brèches. Ainsi, pour respecter les directives européennes, des Conseils municipaux ont délibéré en Mai et Juin pour ouvrir à la concurrence la fourniture de gaz et d'électricité. Un bon coup de poignard, soit dit en passant, dans le dos des travailleurs en lutte pour le service public. Heureusement, les réactions de nombreux élus ont porté cette question sur le devant de la scène et ont forcé SARKOZY à reculer. Comme le rappelle Marc JUSTY, dans une lettre, qu'il vient d'envoyer à ses collègues, en tant que Président des Elus Communistes et Républicains de Loire Atlantique : " Monsieur Gilles BONTEMPS, Vice-Président du Conseil régional et Conseiller municipal de Saint-Herblain, s'est adressé à Monsieur Nicolas SARKOZY, lui demandant de clarifier cette question. Il a reçu début septembre une réponse claire du Ministre, précisant que les collectivités territoriales et d'état n'avaient aucune obligation de passer des appels d'offres et qu'elles pouvaient conserver leur fournisseur historique : EDF-GDF pour l'électricité et le gaz. " Comme quoi, il y a des batailles qu'il faut savoir mener.

Grande Brière Mottière :

La Commission devrait avoir sa maison

Syndic de Brière, Hubert DELAHAIE, a proposé, lors de l'Assemblée générale qui a rassemblé plus de 100 personnes, mardi 5 octobre, à Missillac, que l'on travaille pour que la Commission syndicale de Grande Brière Mottière ait enfin un siège bien à elle. Tous les six ans en effet les syndics qui, depuis Anne de Bretagne, sont élus par les Briérons pour gérer leurs marais, changent d'adresse selon le Président qui les dirige. Hier, ils étaient à Saint Malo-de-Guersac, aujourd'hui à Saint-Lyphard, demain... Conséquences, selon le Conseiller régional, «les archives sont dispersées et l'action de la commission manque de crédibilité et de visibilité.»

Franchissement de la Loire Prenons la décision maintenant

Après l'étonnante déclaration du Président du Conseil général, début septembre, qui renvoyait le nouveau pont aux calendes grecques, l'émotion était grande des deux côtés de l'estuaire. Au point que Patrick MARECHAL a du se rendre sur la rive sud à Paimboeuf (en empruntant le Pont de Saint-Nazaire en travaux) pour aller expliquer sa position devant 200 habitants et élus. Jean-Joël MURATI, Conseiller municipal de Saint Brévin-les-Pins et Michel BOUTET, responsable des communistes du Pays de Retz sont intervenus pour montrer combien le nouveau pont était indispensable à un développement économique équilibré de la région. Et pour affirmer qu'il n'était pas question, pour les communistes, d'y renoncer. C'est avec le même souci en tête que Yann VINCE, Maire adjoint de Rezé et Conseiller à la Communauté Urbaine de Nantes est intervenu le 15 octobre dans l'assemblée. Pour l'élu communiste, qui s'exprimait à l'occasion du lancement de la concertation sur le Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole Nantes - Saint Nazaire, «c'est maintenant qu'il faut prendre la décision de construire le pont, sans attendre le bon vouloir de l'état.» Quitte à mener une lutte populaire de grande ampleur pour faire entendre à RAFFARIN, cette exigence incontournable de la France d'en bas !

Saint-Nazaire :

Il faut des commerces pour tout le monde

Lors de l'inauguration de la Galerie Marchande d'Auchan, Jean-Louis LE CORRE, Premier Vice-Président de la CARENE, a précisé, et cela a fait quelque bruit dans la presse, que la réussite du projet de centre commercial " Ruban bleu " à Saint-Nazaire dans le quartier de la maison du Peuple, ne dépend pas du Maire de Trignac mais du retour à l'emploi et de la croissance économique retrouvée et partagée. En d'autres termes, ce n'est pas en déshabillant Trignac de ses enseignes commerciales que Saint-Nazaire se retrouvera mieux vêtue !

Saint-Nazaire :

Il faut des commerces pour tout le monde

Lors de l'inauguration de la Galerie Marchande d'Auchan, Jean-Louis LE CORRE, Premier Vice-Président de la CARENE, a précisé, et cela a fait quelque bruit dans la presse, que la réussite du projet de centre commercial " Ruban bleu " à Saint-Nazaire dans le quartier de la maison du Peuple, ne dépend pas du Maire de Trignac mais du retour à l'emploi et de la croissance économique retrouvée et partagée. En d'autres termes, ce n'est pas en déshabillant Trignac de ses enseignes commerciales que Saint-Nazaire se retrouvera mieux vêtue !



Plainte en diffamation : Mauvais joueur

Lors de toutes les Assemblées générales de la Commission syndicale de Grande Brière Mottière l'ambiance est garantie. Pêcheurs, chasseurs, éleveurs ont le verbe haut et ne s'en laissent pas compter ! On se rappelle encore d'une séance mouvementée où les chasseurs qui avaient amené leurs fusils, tiraient en l'air pour marquer leurs désaccords. Bien que pacifique et désarmée, la réunion du 5 octobre n'a pas failli à la tradition. Surtout quand Jean-Philippe ROBERT, le Président quelque peu excédé, menaçait de tenir les séances à venir à huis clos ! " Échanges musclés mais dialogue de sourds " titrait, pleine page, le journaliste de Presse Océan le surlendemain. Attaquée aussitôt en diffamation par l'irascible Président. " Profondément attaché à la liberté de la presse et à l'indépendance des journalistes, je suis choqué d'un dépôt de plainte qui ne me semble pas motivé. J'assume ... Madame Vaillant-Prot de mon soutien actif au cas, bien improbable, où votre plainte ne serait pas retirée. " l'a prévenu, Hubert DELAHAIE.

Médiathèque Jacques Demy L'entretien passe au privé.

Lors du dernier Conseil municipal de Nantes, Claude CONSTANT est intervenu concernant la passation d'un marché entre la ville et une entreprise privée afin d'effectuer le nettoyage de la Médiathèque Jacques DEMY. Il a notamment déclaré : «il n'est pas avéré que ces prestations soient plus économiques pour la ville, un certain nombre de préoccupations doivent être les nôtres notamment s'agissant de la sécurité des agents intervenant, sur les conditions de leur intervention, sur le matériel utilisé. Si les missions de service public ne peuvent pas toutes être couvertes en régie, la Ville doit veiller aux conditions d'exécution des prestations confiées à des entreprises privées.»



Zone franche urbaine

La ville de Nantes s'est également prononcée sur une convention cadre de partenariat fixant les objectifs de la Zone Franche Urbaine de Bellevue Nantes/ Saint-Herblain. Raymond LANNUZEL a réitéré une proposition que le groupe communiste avait déjà formulée lors de la création de cette Zone. Il est nécessaire de créer une commission de suivi afin d'obtenir toute information sur la situation des entreprises avant leur installation et sur l'utilisation des exonérations fiscales après implantation.

Droit au logement

Jean-Louis LE CORRE, Vice-Président au Droit au Logement, a participé le 18 octobre 2004 au Colloque national organisé par la Fondation Abbé Pierre sur la Prévention des expulsions locatives. Il y représentait le Conseil général de Loire-Atlantique et son Président Patrick Marechal.



Savenay :

Gilles Bontemps avec les usagers de la SNCF

Les Communistes de Savenay qui avaient réuni 250 signatures auprès des usagers de la SNCF pour exiger de nouveaux parkings et une amélioration des accès routiers de la gare, ont invité Gilles BONTEMPS, Vice-président du Conseil régional à une réunion pour débattre de ces questions. Un débat riche qui a affirmé la volonté de l'élu communiste de s'inscrire dans le développement des transports TER.

ADECR

Soirée studieuse

Les élus communistes et républicains de Loire-Atlantique se réuniront à COUERON le 10 novembre 2004 à 18 heures. A l'ordre du jour : Décentralisation et Constitution européenne.

Ça se passe chez nous

Les résultats de la cantonale partielle de Bouaye/Rezé Sud : Un progrès encourageant du vote communiste



Résultats comparé du 1^{er} tour

	1 ^{er} Tour - 10/10/2004		1 ^{er} Tour - 11/03/2001	
Inscrits	29.634		28.019	
Votants	9.369	31,62	17.689	63,13
Exprimés	9.184	30,99	17.043	60,83
PCF	508	5,53	666	3,91
PS	4.236	46,12	5.200	30,51
Verts	601	6,54	1.980	11,62
pt	118	1,28	-	-
dvg-reg	85	0,93	308	1,81
Reg	141	1,54	-	-
UDF	-	-	8.111	47,59
DVD	3.495	38,06	-	-
fn	-	-	483	2,83
mnr	-	-	295	1,73

Au second tour, le candidat présenté par le Parti socialiste Gérard Allard l'emporte largement avec 59,29% des voix pour 40,71% à la candidate de droite. Cette élection vient confirmer la noumajorité de gauche au conseil général de Loire Atlantique.

La bonne surprise de l'élection cantonale partielle du 10 octobre, c'est le résultat encourageant obtenu par le candidat du PCF, Dominique LUCAS et l'évolution du rapport des forces à gauche. Les Nouvelles de Loire-Atlantique ont rencontré notre candidat. Il nous parle de la campagne électorale et de son analyse des résultats.

NLA : Dominique, peux-tu nous dire en quoi cette campagne électorale a été originale ?

Dominique Lucas : cette campagne a été courte. Entre ma désignation comme candidat par les Communistes de la section et le 1er tour : 4 semaines. Nous avons donc l'obligation de mettre en mouvement le plus grand nombre possible de communistes en pleine rentrée de septembre dans le minimum de temps. De plus, avec l'équipe de campagne, on a convenu d'y associer le plus possible de sympathisants.

NLA : précisément, combien de personnes ont mené campagne autour de toi ? Quel style de campagne a été mené ?

DL : plus de 60 parmi lesquelles près de 20 personnes non encartées au Parti, beaucoup de syndicalistes notamment.

La plupart d'entre eux ont distribué le journal de la campagne (15 000 exemplaires) ou collé des affiches. Mais, de ce simple fait, ils ont contribué à porter la candidature communiste, dans leur entourage, leur quartier, leur commune. Nous avons, en outre, listé près de 400 personnes sur le canton auxquelles nous souhaitons nous adresser directement : les sympathisants, les électeurs connus de nous qui ont voté communiste (régulièrement ou pas), les syndicalistes (services publics, santé, EDF/GDF, Poste, Télécoms, cheminots, portuaires, aéronautique, etc.), et sur la commune de Rezé (pour les quartiers concernés) tous les membres des conseils consultatifs de quartier (dont beaucoup sont des citoyens investis dans la vie locale, associative). Il faut savoir que notre électorat dans ce canton évolue depuis quelques années autour de 600 personnes.

NLA : comment t'es-tu adressé à toutes ces personnes ? As-tu le sentiment que cela a fait bouger les intentions de vote ?

DL : toutes ces personnes ont reçu individuellement, deux courriers : un premier leur expliquant le sens de la candidature communiste et leur adressant le journal de campagne ; le second dans les derniers jours de la campagne pour leur don-

ner mon sentiment sur l'enjeu principal de cette élection et particulièrement du 1er tour. Entre ces deux courriers, avec quelques camarades mais aussi quelques amis non adhérents au Parti, on a rencontré le plus possible de ces personnes listées. Au total environ 150. Personnellement, j'en ai visité très exactement 101 ! Toutes ces personnes visitées ont apprécié notre démarche, elles ont pu discuter avec nous du sens du vote communiste, souvent cela les confortait dans leur intention de vote (notamment parmi les syndicalistes), parfois nous avions le sentiment que cela les faisait bouger dans le bon sens. Enfin nous avons pu constituer un comité de soutien de 75 personnes très diverses qui a été rendu public (presse locale) et envoyé avec le dernier courrier que j'ai évoqué.

NLA : on a dit que la campagne du candidat communiste était très " identitaire ". Peux-tu nous expliquer ?

DL : notre campagne a effectivement été vécue comme très communiste. Cela est sans doute lié au fait que je sois un syndicaliste connu comme Secrétaire de la section du Parti, à notre matériel de campagne (où la couleur rouge était bien présente), à notre " slogan " : " ensemble,

donnons plus de voix au mouvement social ! ". Tout cela a effectivement fait parler, en bien, même nos concurrents.

NLA : tu fais donc le lien entre ce type de campagne et le résultat électoral, en progrès très sensible, du Parti ?

DL : oui, tout à fait. Je pense que ce travail était concret, constructif pour le vote. Le résultat est là. Avec une participation électorale deux fois moindre qu'en 2001 (ce qui est le lot de toutes les partielles qui se sont tenues ce mois-ci dans le pays) nous ne perdons que 150 voix sur 2001 tandis que les Verts en perdent 1 300 (soit les 2/3 de leurs électeurs) et le PS 1 000. Avec 5,53 % (7,45 % à Rezé, chiffre correspondant à notre résultat de 1994) nous progressons de façon très sensible en pourcentage et nous atteignons même des chiffres jamais connus dans certains quartiers : 18 % et 14 % dans le quartier du Jaunais-Blordière à Rezé (avec des nombres de voix supérieurs à 2001), là où précisément nous avions proportionnellement rencontré le plus d'électeurs. A Saint-Aignan et à Brains nous passons la barre des 5 % alors qu'auparavant nous étions à 2 ou 3 % ! Le vote utile vers le PS a certes fonctionné, mais essentiellement au détriment des Verts. Des résultats encourageants pour l'avenir.

Abonnez-vous
aux Nouvelles

10 euros
pour l'année

Vous recevez les Nouvelles, vous appréciez son contenu.
Pour contribuer à sa parution, à son amélioration,
abonnez-vous pour 10 euros l'an, libellez vos chèques
à PCF - Fédération de Loire-Atlantique
41, rue des Olivettes - 44000 NANTES

Pour vivre ensemble libres, égaux et solidaires.

A l'appel de diverses organisations syndicales et associations de défense des Droits de l'Homme, 9 manifestations se dérouleront à travers le pays, le dimanche 7 novembre pour s'opposer aux actes antisémites et pour réclamer une France qui soit une république laïque, qui accueille, dans la réalité, dans l'égalité des droits et le respect de la règle commune, la diversité de ceux et celles qui y vivent. La Fédération de Loire-Atlantique qui agit sans relâche contre les discriminations, contre le racisme et l'antisémitisme, soutient cette initiative et appelle toutes celles et tous ceux qui le souhaitent à participer à la manifestation qui se déroulera à Nantes le dimanche 7 novembre à 14 heures Cours Saint-Pierre.